

PATRICK ACHI

Premier ministre de la République de Côte d'Ivoire

Mesdames et Messieurs,

C'est avec un réel plaisir et un très grand honneur que je prends part aujourd'hui, au nom du président de la République de Côte d'Ivoire, SEM Alassane Ouattara, à la 14^{ème} édition de la World Policy Conference à Abou Dabi.

Je voudrais, avant tout propos, transmettre les salutations cordiales du président de la République, SEM Alassane Ouattara, à Son Altesse Sheikh Khalifa Bin Zayed Al Nahyan, pour les relations d'amitié et de coopération qui unissent nos pays, ainsi qu'à l'ensemble des invités et participants présents dans notre assemblée de ce jour. Je voudrais également remercier son Altesse pour l'accueil chaleureux et toutes les commodités mises à notre disposition depuis notre arrivée dans ce beau pays.

Je voudrais exprimer ici toute ma gratitude à Monsieur Thierry de Montbrial, président de l'Institut français des relations internationales, pour avoir une nouvelle fois associé la Côte d'Ivoire à ce cénacle géopolitique de premier plan, qui offre l'opportunité unique aux décideurs, chercheurs et leaders d'opinions des cinq continents, de débattre de la marche du monde et de confronter ensemble leurs options et solutions pour en dépasser les crises et en améliorer l'avenir.

Je voudrais enfin rappeler à notre souvenir, feu le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, qui s'était rendu à plusieurs reprises au nom de la Côte d'Ivoire, à cette tribune et qui nous a quitté l'année dernière. Qu'il me soit ici permis de lui rendre hommage.

Mesdames, Messieurs,

L'Africain que je suis vous parlera aujourd'hui avec sa raison, mais peut-être plus encore avec son cœur, tant les enjeux auxquels le continent fait face au sortir de cette pandémie sont historiques, aigus et saisissants. L'Afrique est en effet ce monde avec lequel doit s'écrire le futur :

- (i) pour le bien commun de cette planète que nous partageons ;
- (ii) pour sa prospérité économique et sociale, à laquelle la jeunesse africaine contribuera centralement ;
- (iii) pour sa stabilité migratoire, en fixant sur le continent par une insertion socio-économique durable, la plus fantastique croissance démographique jamais connue dans un laps de temps aussi bref ;



- (iv) pour ses ressources naturelles essentielles et indispensables à la marche du monde, en rappelant que l'Afrique est ce continent qui recèle plus de 60 % des terres arables non encore exploitées ;
- (v) et enfin pour nos équilibres écologiques, avec la sauvegarde primordiale de nos forêts primaires, indispensables aux équilibres de notre planète et à notre vie à tous.

Mais si l'Afrique est ce continent de l'avenir, elle est aussi ce continent en émergence qui doit affronter les défis prodigieux d'un monde de crises qui s'enchevêtrent toujours davantage.

Mesdames, Messieurs,

Si le Covid a arrêté et perturbé gravement la marche du monde, force est de reconnaître qu'il a aussi changé le destin du continent. En quelques mois, la pandémie a en effet interrompu une dynamique de croissance qui s'était installée depuis plus d'un quart de siècle, désorganisé des chaînes de valeur et provoqué une recrudescence profonde des inégalités.

Car, si la situation de la Côte d'Ivoire apparaît comme un îlot de résilience avec une croissance à 2 % en 2020 qui témoigne de la solidité des fondamentaux de notre renaissance menée sous le leadership SEM d'Alassane Ouattara, l'Afrique subsaharienne a enregistré, selon les chiffres du FMI, une récession de près de 2 % en 2020, soit l'un des taux les plus faibles jamais relevé, avec près de 30 millions de personnes menacées de tomber dans l'extrême pauvreté.

Pour 2021, alors qu'une croissance de 6 % à 7 % est envisagée au niveau mondial, le potentiel estimé sera seulement de la moitié en Afrique. Et ce, alors même que le continent se doit d'enregistrer une croissance plus rapide que le reste du monde, pour répondre à ses nombreux défis, dont principalement celui de l'emploi de son immense et croissante jeunesse.

En redessinant la trajectoire du continent, la pandémie menace ainsi non seulement le progrès de nos peuples, mais aussi le monde entier qui pourrait perdre là, le futur moteur clé de la croissance planétaire.

Car regardons ici les choses avec lucidité : l'Afrique, ne dispose pas aujourd'hui des armes nécessaires pour triompher seule. Certes, beaucoup a été fait : suspension du service de la dette par le G20 pour certains pays, aides financières exceptionnelles du FMI et de la Banque mondiale ou programme Covax pour la vaccination... Mais cela sera-t-il réellement suffisant ? Nous ne le pensons pas.

En effet, concernant la stratégie de riposte sanitaire contre la pandémie, il semble désormais certain que l'objectif de vaccination en première dose de 40 % du continent ne sera pas atteint d'ici fin 2021, avec seulement 6,5 % des habitants d'Afrique ayant reçu au moins une dose de vaccin à ce jour, contre plus de 55 % en Europe et en Amérique.

Les grands décideurs mondiaux ont perçu l'urgence de l'action. Il nous faut ainsi saluer et remercier vivement les initiatives récentes du Président américain annonçant le 22 septembre qu'il comptait porter à 1,1 milliard le nombre de doses livrées dans le cadre de l'initiative Covax, soit un volume additionnel de 500 millions ; ou encore le doublement des dons



français à 120 millions de doses annoncé par le président Emmanuel Macron le week-end dernier.

Mais il faudra faire plus et plus vite pour atteindre le taux de couverture vaccinale défini par le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies, entre 60 % et 70 % de la population d'ici à la mi-2022, au risque de voir apparaître et se diffuser de nouveaux variants, pouvant conduire in fine à un échappement vaccinal préjudiciable pour tous.

Mesdames, Messieurs,

Concernant la stratégie de relance permettant de faire face aux conséquences socio-économiques de la pandémie, au moment où l'Europe et les États-Unis déploient et avec raison des plans de relance cumulés supérieurs à 2 500 milliards de dollars, le FMI a pu estimer que les pays africains auront besoin de 285 milliards de dollars de financements additionnels d'ici à 2025.

Sachant qu'il s'agit là d'un minimum et que, pour remettre les pays africains sur la trajectoire des pays développés, il faudrait dégager une somme, en réalité, environ deux fois plus élevée.

Or à ce stade, comme vous le savez toutes et tous, il n'existe aucun plan de relance, ni aucun mécanisme de création monétaire en vigueur pour mobiliser de telles ressources au niveau du continent, alors même que les besoins en infrastructures liés à l'évolution rapide de la population demeurent immenses. Ces besoins, eux, n'ont pas été stoppés par la pandémie et ils représentent un volume de l'ordre de 20 % du PIB.

Si je ne parle que de la situation de mon pays, la Côte d'Ivoire va passer d'environ 26 à 36 millions d'habitants entre 2020 et 2030, avec comme corollaire la nécessité absolue de créer 8 millions d'emplois d'ici la fin de la décennie pour intégrer cette jeunesse engagée, créative et bouillonnante dans le tissu économique national, afin de lui donner une perspective claire et durable.

8 millions d'emplois en aval et tout ce que cela suppose en amont en termes d'investissements dans les systèmes éducatifs, de santé, d'infrastructures de base (énergie, eau, transports...), dans la sécurité et la défense et, évidemment, dans les investissements permettant de lutter contre le réchauffement climatique.

Oui, Mesdames, Messieurs, sur cette ligne de front de l'emploi de notre jeunesse, cette mère de toutes les batailles pour l'Afrique, nous n'avons pas d'autre choix que celui de réussir. Pour notre nation, pour la sous-région, pour l'Afrique et pour tous les autres continents, avec lesquels nous avons destin lié, voyons avec franchise et responsabilité les choses telles qu'elles sont. À défaut, l'hydre terroriste et le spectre de l'immigration massive embraseront nos nations.

Dès lors, comment faire face ? En menant de front, je crois, trois transformations primordiales.

La première transformation, Mesdames, Messieurs, est celle du financement de nos économies. Nous l'avons dit les besoins sont immenses. Et les ressources financières



propres limitées, conduisant à un recours aux marchés financiers où le coût des ressources pour nos nations, reste élevé. Surtout pour celles dont une part si importante du budget doit être consacrée doit de surcroît être consacrée à la lutte contre le terrorisme.

Cette contrainte à l'emprunt, l'Afrique dans son ensemble y a eu largement recours au cours de la dernière décennie. Avec une dette publique cumulée atteignant les 1 400 milliards de dollars à fin 2019 contre 650 milliards en 2010, les pays du continent sont dans une situation post-Covid encore plus exigeante, avec la baisse tendancielle de la croissance, alors même que les dons et l'aide publique au développement ont diminué, et que les prêts à taux préférentiels délivrés par les banques multilatérales sont toujours insuffisants.

Il faut donc à tout prix permettre aux pays africains d'accéder à des ressources de grande ampleur et à faible coût, pour leur permettre d'investir dans les secteurs sociaux et les infrastructures, afin de créer un écosystème favorable à l'accélération de son développement.

C'est pourquoi l'enjeu actuel autour des DTS du FMI, portés par le sommet de Paris est fondamental. La quote-part actuelle du continent, 33 milliards de dollars sur les 650 émis, couvrira à peine plus de 10 % des besoins identifiés d'ici 2025. La redistribution par les économies développées de 25 % de leurs DTS permettrait de tripler l'enveloppe, sans affecter les niveaux d'endettement de nos États. Ce n'est pas là une simple action morale ou altruiste. C'est un combat absolument majeur pour la réalité même de notre avenir et donc du vôtre. Comme le disait le Président français récemment, et je partage pleinement cette analyse : « C'est l'investissement avec le plus haut rendement qui puisse être fait à court terme ! ».

Mesdames, Messieurs,

La seconde transformation vise à faire du développement du secteur privé, une priorité absolue, une urgence nationale.

C'est en effet de la qualité du portefeuille des entreprises du secteur privé et de la rapidité de son développement que naîtront les solutions aux deux défis majeurs du continent :

- d'une part, la création de richesses et de revenus suffisants pour financer les besoins sociaux immenses des populations, ainsi que les infrastructures de transport et d'énergie indispensables à la croissance dynamique du secteur privé ;
- d'autre part, la création d'emplois en masse pour répondre aux besoins d'une jeunesse dynamique et avide de s'insérer dans le tissu économique, afin de jouir d'une vie digne et décente.

Cette transformation pourrait prêter à sourire, comme si elle était une banale évidence. Mais, comme toutes évidences, elle se doit d'être continuellement rappelée, afin que nos états insistent plus sur cette culture d'un entrepreneuriat valorisé, organisé et accompagné, pour promouvoir notre jeunesse, l'une des plus dynamiques du monde.

Parce qu'il nous faut également le rappeler sans cesse aux esprits comme aux croyances : le secteur privé reste le véritable créateur de richesses et d'emplois.



C'est dans ce contexte que s'inscrit la vision Côte d'Ivoire 2030, consacrée par le projet de société Côte d'Ivoire Solidaire du président de la République, SEM Alassane Ouattara, qui vise à :

- (i) doubler à nouveau notre PIB/habitant en 10 ans ;
- (ii) réduire de moitié notre pauvreté en suivant la dynamique initiée depuis 9 ans ;
- (iii) faire progresser notre espérance de vie de 10 ans ;
- (iv) et donc créer ces 8 millions d'emplois supplémentaires.

Avec comme leviers stratégiques, l'accélération de notre puissance agricole et son intégration dans les chaînes de valeurs mondiales ; la création d'une base industrielle puissante avec des champions nationaux dans l'agro-industrie, le textile et l'habillement, l'habitat, l'industrie pharmaceutique, l'énergie, les mines, le numérique, le tourisme et l'industrie culturelle... pour atteindre in fine une contribution cible du secteur privé à l'investissement de 25 % du PIB d'ici 10 ans.

Selon des travaux publiés récemment par le FMI, si le secteur privé africain suit de telles tendances, il sera en mesure d'apporter chaque année d'ici à la fin de la décennie, des financements supplémentaires en faveur des infrastructures physiques et sociales équivalant à 3 % du PIB de l'Afrique subsaharienne. Cela représente 50 milliards de dollars par an, sur la base du PIB de 2020, et donc près de 25 % de taux d'investissement privé, aujourd'hui limité à 13 % du PIB dans la région. Ce sera une révolution radicale, aux effets d'entraînements considérables.

Mesdames, Messieurs,

Il faut le reconnaître, les deux premières transformations précitées ne pourront advenir sans la réalisation, concomitante, d'une troisième transformation fondamentale : celle de l'adaptation rapide de notre administration et de notre gouvernance.

Il ne s'agit pas là seulement d'évoquer les réformes juridiques et fiscales destinées à l'amélioration du climat des affaires. Non, je veux parler ici de l'état d'esprit et des pratiques qui doivent changer à tous les échelons, pour s'adapter aux exigences de nos ambitions de développement et de prospérité.

En Côte d'Ivoire, sous l'impulsion du président de la République, SEM Alassane Ouattara, le gouvernement s'est doté d'un ministre de plein exercice en charge de la promotion de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption. L'ambition est claire, l'action sera conduite et les résultats à la hauteur des attentes.

Il faut véritablement insister sur le besoin impérieux d'une transformation culturelle de nos administrations, pour en faire toujours plus demain cet allié indispensable de la croissance des entreprises ; et bien moins quelquefois ce frein réglementaire ou humain qu'elles peuvent incarner aujourd'hui.

Mesdames, Messieurs,



« Les moments de crise produisent un redoublement de vie chez les hommes » écrivait François René de Chateaubriand dans ses *Mémoires d'outre-tombe*. Je veux croire que la période extraordinaire que nous traversons, qui impose à l'Afrique, mon continent, des enjeux inouïs par leur complexité, leur multiplicité et leur célérité, sera aussi celle du redoublement des idées et des engagements.

Oui, dans ce temps des tempêtes, il y a aussi ce temps des ambitions, ce temps des réinventions, ce temps des solutions,

- Pour que ce siècle africain, qui s'ouvrirait à peine, puisse tenir toutes ses promesses malgré le Covid.
- Pour les nations du continent,
- Pour leur jeunesse, leurs femmes et leurs actifs.
- Comme pour l'ensemble des autres acteurs de cette Terre partagée en commun et que l'Afrique de demain aura, avec son génie et son énergie, la lourde et délicate mission de faire grandir et de préserver.

« Cela semble toujours impossible... », disait Mandela. « Jusqu'à ce qu'on le fasse ! »

Je vous remercie.